



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

Déclaration des représentants de la FNEC FP-FO de l'académie de GRENOBLE au CTSA du 03 juin 2021

Mesdames, Messieurs les membres du CTSA,
Madame la secrétaire générale, mesdames et messieurs les secrétaires généraux de
DSDEN,

Lors de la dernière séance du CTSA, le 30 avril dernier, le fond que nous pensions avoir touché lors de précédentes séances de cette instance a encore reculé.

Nouvelles tensions, nouvelles crispations, nouveaux refus de parole, nouveaux refus de réponse, les limites sont évidemment dépassées. Outre ce mépris inacceptable, nous exprimons nos fortes inquiétudes quant à la méconnaissance des règles qui encadrent le fonctionnement des instances. Monsieur le secrétaire général de région académique ne sera pas systématiquement invité dans notre académie, il nous semble donc qu'un rappel à la législation et à la réglementation devra être fait. Le rôle de chacun est défini dans un cadre précis et nul ne peut outrepasser la fonction qui est la sienne au sein de cette instance.

Ainsi, l'absence de relations hiérarchiques entre l'administration et les représentants des personnels interdit toute forme d'autoritarisme et bannit le mensonge. Madame la secrétaire générale, ignorer nos demandes de parole et forcer le passage au point suivant à l'ordre du jour est intolérable. Cela reflète une nouvelle fois le manque de considération des représentants du personnel et donc des personnels eux-mêmes. En observant le fonctionnement de cette instance mais aussi celui des services, nous avons abandonné l'idée que cela relève de la maladresse.

Comment a-t-on pu en arriver à un tel niveau de négation des règles de droit et d'impérite ? Malgré nos nombreuses alertes concernant le respect des règles et des cadres de gestion, l'administration continue à outrepasser ses droits, y compris dans la gestion des personnels. Administrer une académie revient à porter la responsabilité de garantir le respect du droit. C'est tout le contraire du fait du prince, des passe-droits et du népotisme.

La situation est grave, à plusieurs égards. En effet, nous observons avec clairvoyance la désorganisation progressive des services. Nous remarquons avec la même clairvoyance l'absence de réflexion sur l'impact de vos décisions sur le Service public de l'Education nationale ou encore sur les conditions de travail des agents de ce Service public.

L'administration prône une totale opacité dans la conduite de ses projets et convoque des groupes de travail quand les projets commencent à être dévoilés. La mise en place de groupes de travail n'est qu'un leurre et nous ne serons pas les faire valoir de l'administration.

L'absence ou l'envoi tardif de documents préparatoires creux pour ces groupes de travail démontre une volonté de l'administration de réduire les organisations syndicales à un rôle d'associés, dans la droite ligne de la feuille de route RH dévoilée il y a quelques mois.

L'académie de Grenoble souffre depuis de très nombreuses années d'une sous-dotation en postes importante, ce qui engendre des surcharges de travail difficiles à supporter dans les services depuis de très nombreuses années. Mais le « pilotage » actuel a des conséquences dramatiques que nul ne peut ignorer : outre la violence institutionnelle ressentie par des collègues, le choix de l'administration tend désormais à affaiblir les services départementaux avant de s'attaquer au rectorat d'académie. L'administration fait le choix de la régression, devançant même parfois les commandes ministérielles. FO rappelle que les règles statutaires, trop souvent bafouées, nous protègent tous.

Tout ceci génère de la souffrance au travail conduisant à des arrêts, à des burn-out, à des suicides. Ce n'est pas la feuille de route RH qui changera la réalité du terrain. Combien faudra-t-il de victimes collatérales de ce « management » pour qu'une autre orientation soit donnée ?

Nous redisons que le transfert du DNB, de la DSDEN de Savoie vers le rectorat, est un projet mortifère, dont l'administration ne semble pas mesurer les impacts sur les services départementaux comme sur la DEC du rectorat. Cette légèreté va de pair avec l'incapacité d'une administration hors-sol de percevoir les difficultés flagrantes dans les services alors même que ces difficultés amènent des personnels n'exerçant pas dans les services – inspecteurs ou chefs d'établissement par exemple - à exprimer de très fortes inquiétudes sur l'état physique et psychologique des collègues.

Le DNB n'est pas le seul service impacté. L'administration nous indique aussi que la mise en place de la plateforme collègue n'en serait qu'au stade d'ébauche, par manque de temps pour mettre en œuvre la commande de la rectrice d'académie. Les remontées des collègues nous confirment que ce projet est en réalité bien avancé. A quel moment cette restructuration sera abordée en CTSA ? Quel sera l'impact sur les collègues au niveau de leurs missions ainsi qu'au niveau du nombre d'ETP dans les services des différentes DSDEN ?

Notre revendication reste l'annulation de ces projets mortifères pour les services départementaux et pour l'ensemble des services académiques. A qui le tour ? Les services du SMEP et les DOS départementales sont au coude à coude. Vos propos indécents, Madame la secrétaire générale, lors d'un précédent CTSA, résonnent toujours dans nos têtes. Madame la secrétaire générale, l'abandon partiel de la création du SIA Examens et concours ne vous amène-t-il pas à vous interroger sur vos projets de restructurations ?

FO se félicite de l'abandon d'au moins un projet de SIA. Nous restons pleinement mobilisés auprès des collègues qui s'opposent à la destruction de leurs services, de leurs missions de Service public et de leurs emplois.